



Vive le PCF (mlm) !

# Le Parti Communiste Français rectifié sur la voie antifasciste

## L'échec-catastrophe de l'unité ouvrière en France en février 1933

Le 30 janvier 1933, Adolf Hitler est nommé chancelier. Le Parti Communiste Français ne peut que constater jour par jour le processus de démolition que subit à son encontre le Parti Communiste d'Allemagne. Mais c'est déjà une chose essentielle, permise par le poids de l'Internationale Communiste dont le Parti Communiste Français est membre.

Du côté des socialistes de la SFIO, en effet, on ne perçoit pas l'ampleur des événements, pour des raisons tant idéologiques puisque les socialistes ne considèrent pas qu'il y a une crise générale du capitalisme, que pratiques car les dirigeants socialistes entendent participer au gouvernement, ou du moins le soutenir, et une opposition interne est désormais vent debout contre une telle démarche.

Cela va provoquer une grande bataille interne et le 6 février 1933, le Conseil national du Parti socialiste SFIO condamne ainsi avec bien plus des 2/3 des voix le groupe parlementaire pour s'être orienté dans une démarche gouvernementale avec « des partis de démocratie bourgeoise ».

Rappelons qu'il existe également, depuis la campagne contre la guerre menée par le Comité d'Amsterdam, un important rapprochement anti-guerre et pro-URSS des ouvriers communistes et socialistes.

Le Parti Communiste Français fit alors une erreur tactique. Il se dit qu'il y allait avoir une poussée révolutionnaire des masses, en raison des mesures anti-sociales du gouvernement et de la prise de conscience de la victoire fasciste en Allemagne.

Il part ici notamment d'une base erronée parce qu'il pense que, par l'Internationale Communiste, il peut avoir un regard prenant les choses comme par en haut. C'est un formalisme, qui se lit bien dans l'appel suivant de début février 1933 :

« Appel au combat international contre le fascisme

déclaration commune des partis communistes de France, de Pologne et d'Allemagne.

L'établissement de la dictature ouverte en Allemagne, par la prise du pouvoir du gouvernement Hitler-Hugenberg-Papen, accentuée, dans un rythme accéléré, les

contradictions impérialistes entre l'Allemagne d'une part et la Pologne et la France de l'autre.

La bourgeoisie de ces pays déploie une campagne chauvine effrénée qu'elle exploite pour détourner l'attention des masses de la lutte de classe et accélérer fiévreusement les préparatifs de la guerre impérialiste.

En face de la politique agressive et rapace de l'impérialisme polonais, qui pousse vers l'annexion de Dantzig et de la Prusse orientale, et vis-à-vis de l'armement formidable de l'impérialisme français voulant maintenir son hégémonie en Europe et le système de Versailles, se dresse le réarmement militaire, la campagne chauvine et la politique de la bourgeoisie allemande, de la dictature fasciste en Allemagne.

Les peuples de l'Europe sont menacés plus fort que jamais d'un nouveau massacre impérialiste mondial.

Dans cette situation, en face des dangers graves de la guerre, les partis communistes de Pologne, de France et d'Allemagne déclarent leur volonté d'opposer avec plus d'audace la bannière de l'internationalisme prolétarien à la campagne chauvine de la bourgeoisie, de déployer la solidarité fraternelle dans la lutte de masse internationale commune des ouvriers d'Allemagne, de France et de Pologne et des autres travailleurs de ces pays et d'accentuer au plus degré la lutte *contre l'ennemi dans leurs propres pays* contre la classe dirigeante.

Le régime de terreur ouverte du fascisme, les attaques des dirigeants fascistes en Allemagne contre le prolétariat allemand et son avant-garde, le P.C.A., mettent en danger en même temps les intérêts vitaux des ouvriers et paysans de Pologne et de France.

Le règne de terreur fasciste et de sang de Pilsudski en Pologne menace non seulement les ouvriers et paysans polonais, mais également les travailleurs des autres pays. La politique de guerre de l'impérialisme français, pour le maintien du système de Versailles, ne signifie pas seulement l'oppression et la misère pour les ouvriers de France, mais aussi pour les masses travailleuses des autres pays.

A la campagne chauvine, à l'armement, au militarisme, au règne fasciste de la classe dirigeante, il faut opposer l'action internationale des masses prolétariennes et des travailleurs de la ville et de la campagne.

Nous déployons en Allemagne, en Pologne, en France, la bannière de combat de l'internationalisme prolétarien. Trois pays, mais un seul drapeau : *le drapeau rouge du prolétariat combattant*.

Les partis communistes de France, d'Allemagne et de Pologne disent aux masses :

Ne vous laissez pas détourner de la lutte de classe par vos ennemis, dans votre propre pays, par vos exploités qui veulent vous imposer le service militaire obligatoire, le travail forcé, la discipline militaire et autres vertus militaires ! Ce n'est pas l'ouvrier ou le paysan polonais qui est l'ennemi des travailleurs d'Allemagne, ni vice-versa. Ce n'est pas l'ouvrier allemand qui est l'ennemi de l'ouvrier ou du paysan français.

Regardez l'Union soviétique où il n'existe pas d'oppression nationale, ni la terreur fasciste, ni une politique de guerre impérialiste, ni le chômage, ni la crise. C'est l'exemple pour les ouvriers et opprimés de tous les pays !

**OUVRIERS SOCIALISTES DE FRANCE, DE POLOGNE ET D'ALLEMAGNE !**

Abandonnez la politique de trahison de classe de vos chefs. Abandonnez les dirigeants de la IIe Internationale qui soutiennent la politique de guerre de la bourgeoisie, qui préparent le terrain au fascisme, qui retiennent les ouvriers de la lutte et du front uni antifasciste !

Forgez le front unique invincible du prolétariat combattant !

Pour vous tous, pour les masses travailleuses en France, en Pologne, comme en Allemagne, il n'y a qu'une seule issue de la crise. Il n'y a qu'un seul chemin vers l'affranchissement social et national, une seule voie qui anéantisse le système de Versailles, qui écarte le danger de la guerre impérialiste, qui détruit le système capitaliste :

**LE POUVOIR OUVRIER ET SOCIALISTE !**

Signé : *Le P.C. de Pologne, le P.C. de France, le P.C. d'Allemagne.* »

Le Parti Communiste Français rompit ainsi le 6 février toutes les discussions avec la SFIO, arguant qu'il s'agissait d'un « jeu de dupes », que la SFIO ne voulait en réalité pas de débats publics authentiques mais des positionnements en vases clos, que la SFIO n'était somme toute qu'un appendice des radicaux et le resterait.

Il se focalisa alors unilatéralement sur la dénonciation des mesures anti-sociales gouvernementales. Or, ces mesures touchaient principalement les fonctionnaires et les travailleurs des services publics. De par cette base sociale, il ne fallut que peu de temps aux socialistes pour se lancer eux-mêmes dans la bataille et se réaffirmer.

## **L'appel antifasciste de l'Internationale Ouvrière Socialiste**

La question allemande disparaît ainsi pratiquement complètement au bout de deux semaines. Symbole terrible de cette incompréhension française du drame allemand, *Le Populaire*, l'organe de la SFIO, publie seulement en troisième page, dans une colonne de côté, le 21 février 1933, l'appel de l'Internationale Ouvrière Socialiste intitulé « Debout, pour la lutte contre le fascisme : Debout, pour la lutte contre la guerre! ».

Il commence ainsi :

« C'est en un moment de danger suprême pour la classe ouvrière, pour la liberté et la paix, pour la civilisation, nous nous adressons à vous !

Allié à la réaction du grand capitalisme et de la féodalité, Hitler a pris le pouvoir en Allemagne. La lutte décisive est actuellement engagée entre le fascisme et la classe ouvrière en Allemagne. L'enjeu est énorme.

Si le fascisme réussissait se maintenir et à se fortifier en Allemagne, alors, avec la démocratie allemande, avec la République allemande, se perdraient les résultats d'un demi-siècle de lutte de classe prolétarienne.

Si l'assaut du fascisme devait anéantir les organisations ouvrières en Allemagne, le prolétariat de toute l'Europe centrale se trouverait dans le grave danger, et la réaction du monde entier se sentirait encouragée à attaquer tout ce que la classe ouvrière a réalisé dans le domaine social.

Aussi avons-nous pleine confiance que les travailleurs d'Allemagne dont la lutte est si dure et pleine de sacrifices, et dont les socialistes de tous les pays sont solidaires, infligeront une défaite au fascisme et à la contre-révolution.

C'est pourquoi nous appelons les travailleurs de tous les pays à aider de toutes leurs forces le prolétariat d'Allemagne en pensant à l'importance historique mondiale de sa lutte. »

Et la suite du document, appelant à l'unité socialiste-communiste, explique en fait pourquoi le document a été relégué à la page 3. C'est qu'en Europe centrale, il y a une tradition social-démocrate historique, d'une part, et une compréhension concrète et non pas abstraite du fascisme, d'autre part.

Le document est donc formel dans son exigence d'unité et cela va totalement à rebours de ce qu'a toujours fait la SFIO depuis 1920. On peut voir ici qu'on a dans l'Internationale Ouvrière Socialiste une expression hégémonique temporaire de la très puissante social-démocratie autrichienne, qui formait son aile gauche et est pro-URSS (considérée comme socialiste) tout en rejetant le bolchevisme.

Ce qu'on lit ensuite est non seulement acceptable pour une discussion avec les communistes, mais cela converge même entièrement avec eux.

« L'Internationale ouvrière socialiste a toujours reconnu que la lutte fratricide du prolétariat est la principale raison de son affaiblissement et, partant, la meilleure alliée du fascisme.

Aussi, l'Internationale Ouvrière Socialiste a-t-elle toujours été convaincue que la fin de la scission et l'unité du prolétariat sont les conditions préalables du déploiement complet de la force prolétarienne.

En face du terrible danger qui menace la classe ouvrière d'Allemagne et du monde entier, les conséquences tragiques de la scission apparaissent plus évidentes que jamais auparavant.

Les maux engendrés par une quinzaine d'années de scission ne peuvent malheureusement pas être abolis d'un moment à l'autre. Mais l'expérience historique de l'heure présente ne doit pas seulement servir à stimuler dans l'avenir la volonté de réédifier une organisation de combat unique de la classe ouvrière, mais, dès à présent, elle doit conduire à l'effort pour accroître autant que possible la puissance combative du prolétariat.

Les dangers sont trop grands pour que l'aspiration unanime des travailleurs à l'unité du prolétariat dans la bataille soit exploitée pour des manœuvres de partis. L'Internationale Ouvrière Socialiste vise à l'organisation d'une action commune sur la base d'une entente sincère et honnête.

En face des dangers tragiques qui les menacent, nous exhortons les prolétaires allemands, les prolétaires de tous les pays à mettre fin à toutes les attaques réciproques et à lutter ensemble contre le fascisme. L'Internationale Ouvrière Socialiste a toujours été prête à négocier, au sujet d'une telle communauté de lutte, avec l'Internationale Communiste, dès que celle-ci se déclarerait prête à le faire.

Travailleurs du monde entier !

Tandis que le capitalisme vous précipite en masse dans la misère et la détresse, tandis qu'il organise les hordes fascistes contre vous, il prépare l'immense catastrophe d'une nouvelle guerre.

Déjà, nous nous trouvons devant le fait sanglant de la guerre en Extrême-Orient, mais aussi devant le danger qu'en Europe également s'accomplisse une évolution de plus en plus rapide qui menace d'aboutir à une nouvelle guerre mondiale.

L'impérialisme japonais triomphe. Au mépris des traités qu'il a solennellement signés, le Japon a occupé à main armée le territoire chinois, il a créé l'État-pantin de Mandchourie et il s'appête à conquérir encore d'autres provinces chinoises.

L'apparence soigneusement gardée jusqu'ici, qu'il n'y a pas guerre entre la Chine et le Japon, s'évanouit.

Les plans monstrueux des impérialistes japonais deviennent de plus en plus clairs et la Société des Nations a été impuissante à les arrêter.

Tandis qu'en Extrême-Orient la guerre sévit et menace de s'étendre indéfiniment, en Europe même se préparent les événements qui, tôt ou tard, finiront par compromettre la paix en Europe.

Depuis plus d'un an, la Conférence du désarmement se prolonge sans aucun résultat. Transformés en gigantesques camps armés, groupés en alliances puissantes, les États européens armés de pied en cap, se trouvent en face les uns des autres. Le danger s'aggrave que non seulement la Conférence n'aboutisse pas au désarmement, mais qu'elle donne prétexte à de nouveaux armements.

Le progrès du fascisme met à la tête des nations les forces nationalistes et militaristes. Hitler en Allemagne, Mussolini en Italie, Pilsudski en Pologne, Horthy en Hongrie, la dictature royale en Yougoslavie, des dictatures ouvertes ou dissimulées dans tous les autres pays des Balkans, tous sont prêts à diriger vers l'extérieur les forces sur lesquelles ils s'appuient à l'intérieur et à transformer de nouveau l'Europe en un champ de bataille.

Les fascistes en Italie, la Hongrie contre-révolutionnaire, la dynastie détrônée des Habsbourg, s'efforcent d'exploiter, pour leurs fins respectives, le mouvement des races yougoslaves dont la dictature militaire a aggravé les antagonismes ; ils suscitent ainsi

dans l'Europe centrale une zone de graves dangers pour la paix.

Les projets de former un bloc des États fascistes et de l'opposer à la France et à ses alliés de l'Est menacent désormais de partager l'Europe en deux camps ennemis s'armant l'un contre l'autre. L'Europe sait, par sa sanglante expérience, où conduit la politique des alliances.

Si les antagonismes des grandes puissances paralysent la Société des Nations, si la direction de la bourgeoisie tombe de plus en plus dans les mains des groupes fascistes, il est évident que seule la force du prolétariat est capable d'empêcher la catastrophe mondiale, qui sinon s'abattra fatalement sur l'humanité et anéantira de nouveau des millions de jeunes vies humaines.

L'Internationale Ouvrière Socialiste n'a jamais manqué de mettre en garde contre la catastrophe menaçante et de mener la lutte la plus énergique contre la guerre et la préparation de la guerre. Aussi a-t-elle le droit, dans cette heure décisive, d'élever une fois encore la voix pour avertir des événements terribles qui se préparent.

L'Internationale Ouvrière Socialiste appelle tous les travailleurs à s'unir afin de repousser en une lutte solidaire le danger imminent d'une nouvelle guerre mondiale !

L'Internationale Ouvrière Socialiste invite tous les hommes qui veulent empêcher un nouveau massacre, préserver la paix et les progrès de la civilisation, à prendre place dans l'armée du prolétariat.

Travailleurs du monde entier !

La responsabilité des dangers terribles qui menacent la liberté et la paix incombe aux classes dominantes de tous les pays. D'une part, la bourgeoisie capitaliste des pays vainqueurs a, par sa politique impérialiste, entravé et paralysé dans les pays vaincus la jeune démocratie naissante et l'ascension de la classe ouvrière. De l'autre, la bourgeoisie des pays vaincus a utilisé les conséquences de la défaite pour attiser les passions nationalistes et pour reconquérir, sous la forme du fascisme meurtrier et belliqueux, le pouvoir qui lui échappait.

C'est pourquoi il importe de lier la lutte de défense contre le fascisme et contre le danger de guerre à la lutte contre le capitalisme, pour la conquête du pouvoir politique par la classe ouvrière, pour le socialisme.

La victoire est à nous, si nous nous unissons pour la remporter !

Vive la liberté !

Vive la paix !

Vive le socialisme !

Zurich, le 19 février 1933.

Le Bureau de l'Internationale Ouvrière Socialiste »

La publication en page 3 d'un tel document historique représente une faillite sans pareille. Cela montre que la prise de conscience par les ouvriers socialistes (mais aussi communistes) de la victoire du nazisme en Allemagne ne fut que tardive.

## **La non prise en considération de l'appel de l'Internationale Ouvrière Socialiste**

L'appel de l'Internationale Ouvrière Socialiste ne pouvait toutefois pas passer inaperçu en France, malgré sa mise de côté à la fois par incompréhension et refus. Pour cette raison, le 23 février 1933, soit deux jours plus tard, Léon Blum publie un long commentaire à ce sujet en première page du *Populaire*.

Il ne se concentre que sur la première partie du document, expliquant qu'il faut « se porter au secours de la social-démocratie allemande », qu'il faut sauver la République allemande. C'est à peine s'il conclue en parlant des communistes, pour les dénoncer comme anti-socialistes, comme des fanatiques amenant à ce que l'Allemagne de Hitler attaque à terme l'URSS qui plus est.

C'est là une position n'ayant strictement rien à voir avec la position de l'Internationale Ouvrière Socialiste, qui ne parle pas de guerre possible mais inévitable dans le capitalisme, et appelle à une unification socialiste – communiste encore plus qu'une unité d'ailleurs.

Et pour bien enfoncer le clou vient immédiatement s'ajouter alors une déclaration commune de la SFIO et de la CGT, où l'on ne trouve bien entendu pas un seul mot quant à l'unité.

« Aux travailleurs de France !

La Commission administrative de la Confédération générale du travail et la Commission administrative permanente du Parti socialiste (S.F.I.O.) dénoncent la situation d'extrême danger pour les libertés ouvrières et démocratiques existant en Allemagne.

Suspension de toutes les libertés et armement des bandes hitlériennes en sont l'illustration la plus nette.

Les troupes d'assaut fascistes ont à leur disposition les armes les plus modernes. Il ne fait de doute pour personne que l'on prépare le « coup ».

Cette menace est un danger, non seulement pour les libertés allemandes, mais pour la Paix.

Contre cette situation atroce, nous avons la conviction que les forces unies de la classe ouvrière allemande se lèveront, certaines de trouver pour les encourager avec toute l'Internationale, la classe ouvrière et le socialisme français.

Dès maintenant, nous dénonçons la ruée de ces bandes armées qui seront aidées et protégées par la Schupo (police armée) et la Reichswehr (l'armée).

S'il est vrai que nous assistons à la préparation d'une Saint-Barthélémy de la démocratie allemande, une protestation doit monter du prolétariat international contre un tel crime.

Aujourd'hui, ce sont les libertés de parole et de presse qui sont cyniquement supprimées. Demain, ce seront les personnes qui seront assassinées : ce sera la République allemande détruite.

Travailleurs allemands, dans cette lutte, nous sommes avec vous ! Votre cause est la nôtre. La cause de la démocratie allemande et celle de la Paix sont liées.

La Commission administrative de la Confédération générale du travail,  
La Commission administrative permanente du Parti socialiste (S.F.I.O.) »

On doit donc considérer le mois de février 1933 comme un tournant, car tant les communistes – par espoir de prendre le dessus dans la crise – que les socialistes dont les dirigeants sont anti-communistes – ferment la porte à l'unité antifasciste.

Les choses auraient été fondamentalement différentes si l'appel de l'Internationale Ouvrière Socialiste avait été valorisé, tant par les communistes que les socialistes.

## **La prise en considération de l'appel de l'Internationale Ouvrière Socialiste**

Le Parti Communiste Français et la CGTU avaient, tout comme le Parti socialiste et la CGT, lancé un appel de solidarité avec le prolétariat allemand, et en appelaient aux « ouvriers socialistes, confédérés, unitaires, communistes et sans parti » pour former des comités de soutien du prolétariat allemand.

Mais c'était là unilatéral et forcé. Le Parti Communiste Français organise d'ailleurs un grand meeting le 7 mars à Paris de son côté, sans chercher une unité.

Maurice Thorez annonce ensuite cependant le 5 mars 1933 dans *L'Humanité* que le Parti Communiste Français va de nouveau s'adresser à la SFIO, exposant ainsi un désaveu de sa propre ligne de fermer complètement la porte quelques jours auparavant.

C'est que cela va de pair le même jour avec la parution d'un appel de l'Internationale Communiste, qui prenant acte de l'appel de l'Internationale Ouvrière Socialiste, ouvre la porte de manière très claire. On a là une décision prise par l'Internationale Communiste, obligeant de fait le Parti Communiste Français à ne pas pratiquer une ligne sectaire ; l'Internationale Communiste expose que :

« Le bureau de l'Internationale ouvrière socialiste, dans son appel du 19 février de cette année, déclare que les partis socialistes adhérant à cette Internationale sont prêts à établir le front unique avec les communistes pour lutter, contre la réaction fasciste en Allemagne.

Cette déclaration verbale est en contradiction flagrante avec, tous les actes de l'Internationale socialiste, et de ses partis jusqu'à ce jour.

Toute la plateforme: politique de l'Internationale socialiste et tous ses actes donnent



jusqu'à présent toute raison à l'Internationale Communiste et aux partis communistes de ne pas croire à la sincérité de la déclaration du bureau de l'Internationale socialiste ouvrière qui fait cette proposition au moment où, dans toute une série de pays et avant tout, en Allemagne, la masse ouvrière prend déjà l'initiative d'organiser le front unique de lutte.

Néanmoins, en face du fascisme qui mène son agression contre la classe ouvrière en Allemagne, qui développe toutes les forces de la réaction mondiale, le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste appelle tous les partis communistes à tenter encore une fois d'établir le front unique de lutte avec les masses des ouvriers socialistes par l'intermédiaire des partis socialistes. »

Par conséquent, l'Internationale Communiste explique qu'elle dira aux Partis Communistes de cesser de dénoncer les partis socialistes dans leur pays si un accord est passé pour l'organisation antifasciste commune (grèves, manifestations, autodéfenses...) et la défense commune de la condition ouvrière, c'est-à-dire, sans le dire, une unité syndicale ou para-syndicale.

Le message du 6 mars 1933 du Parti Communiste Français à la SFIO est ainsi obligé de se plier à cette juste analyse de la situation par l'Internationale Communiste. Il le fait avec une certaine mauvaise volonté comme on le voit bien, la progression de l'idée avancée étant laborieuse, l'absence d'engouement étant très net :

« Aux travailleurs socialistes et à la commission administrative du Parti socialiste

Au moment où l'accession de Hitler au pouvoir en Allemagne aggrave considérablement la situation internationale et où déferle de pays en pays la réaction fasciste, l'Internationale communiste vient d'adresser aux travailleurs de tous les pays un vibrant appel à l'unité d'action des masses ouvrières contre l'offensive du capital ; contre fascisme et contre la guerre.

Le Parti communiste français en approuve tous les termes et tient à vous faire publiquement des propositions susceptibles de rassembler les masses travailleuses de France en vue d'une action immédiate et énergique contre la bourgeoisie.

Actuellement, la crise s'aggrave dans la plupart des industries et dans l'agriculture. Le déficit budgétaire, les difficultés économiques et financières provoquent une attaque acharnée de la bourgeoisie et de son Etat contre les conditions de travail, et d'existence de tous les travailleurs des villes et des champs.

Des centaines de milliers de chômeurs complets ou partiels sont privés de toute allocation les pensions et avantages des anciens combattants sont menacés alors que des sommes énormes sont consacrées à la préparation de la guerre ou servent à renflouer les banques et les grandes entreprises capitalistes.

Contre l'offensive du capital, les travailleurs de toutes conditions ont engagé là lutte en de nombreuses grèves et manifestations.

La politique du Parti communiste a toujours été dominée par le souci de réaliser l'unité d'action de tous les travailleurs. A plusieurs reprises déjà, aussi bien pour la lutte contre la guerre que pour la défense des salaires et traitements pour lutter contre la répression

et arracher l'amnistie intégrale, notre Parti a fait des propositions précises de front unique aux travailleurs ainsi qu'aux organisations socialistes.

Mais le parti socialiste, jusqu'à présent, a mis tout en oeuvre pour empêcher la réalisation de l'unité d'action de la classe ouvrière.

Il est allé jusqu'à exclure des travailleurs socialistes qui, dans la lutte contre la guerre, ont pris place aux côtés de leurs frères communistes et sans-parti, alors qu'il apportait son appui et sa collaboration aux gouvernements bourgeois (vote des douzièmes provisoires comportant notamment la réduction des traitements des fonctionnaires et l'approbation des budgets de guerre et de police).

Néanmoins, au moment où toutes les couches de la population laborieuse du pays subissent une violente attaque, alors que grandit la violence réactionnaire, que se développe la terreur sanglante dans les colonies, alors que s'impose une action plus vigoureuse contre, la bourgeoisie, le Parti communiste vous adresse un nouvel et pressant appel pour réaliser pratiquement le front commun de lutte de tous les travailleurs.

Nous vous soumettons comme base de réalisation de ce front unique les propositions suivantes :

1) Contre l'offensive du capital et pour les principales revendications des travailleurs :

a) Contre toute diminution des salaires, traitements, indemnités et pensions ; pour le relèvement immédiat de l'allocation de chômage pour le maintien et l'amélioration des assurances sociales pour la semaine de 40 heures sans diminution de salaire ;

b) Contre toute augmentation et pour la réduction des charges fiscales frappant les travailleurs ;

c) Pour la réduction des fermages, la révision des baux, les deux tiers aux métayers, et pour les allocations de crise aux paysans pauvres.

2. Contre la réaction pour l'amnistie intégrale, pour la liberté d'organisation, de réunion, de manifestation et pour le droit de grève à tous les travailleurs en France et dans les colonies.

Pour faire aboutir toutes ces revendications et enrayer l'attaque capitaliste, nous proposons l'organisation de manifestations de rues et, éventuellement, de grèves dans tout le pays. Dans ce but, nous proposons que les ouvriers socialistes et communistes entreprennent de suite la constitution de comités d'action rassemblant les travailleurs de toutes tendances, organisés et inorganisés, dans les entreprises et dans les localités.

Le Parti communiste suggère l'organisation d'une journée nationale de manifestations de rues en faveur des revendications des travailleurs de France et pour l'aide aux travailleurs d'Allemagne.

Une telle manifestation nationale contre l'impérialisme français constituerait une aide efficace au prolétariat allemand dans son combat contre le fascisme et accentuerait la

lutte commune des prolétaires, français et allemands contre le traité de Versailles et les menaces de guerre impérialiste.

Nos propositions exprimant, nous en sommes persuadés l'intérêt de la classe ouvrière, doivent avoir pour conséquence l'abandon de toute politique de collaboration avec la bourgeoisie.

L'accord étant réalisé dans la pratique, nous sommes disposés au cours de l'action commune à cesser toute attaque contre les organisations luttant avec nous, mais dans l'intérêt même du succès de cette bataille commune nous serons impitoyables envers ceux qui entravent la réalisation du front unique, désertent et tentent de briser le mouvement.

Le Parti communiste, ayant ainsi exprimé clairement sa position, attend de la commission administrative permanente du parti socialiste une réponse aussi nette.

Le Parti communiste, conscient de l'aggravation, des coups qui s'abattent sur la classe ouvrière et de la nécessité d'une riposte urgente et vigoureuse, appelle dès maintenant les ouvriers socialistes et sans parti à se réunir de suite avec leurs frères communistes dans tes entreprises et les comités de chômeurs pour élaborer ensemble leurs revendications et organiser leur action commune.

A la coalition des forces de la bourgeoisie, opposons le front unique de lutte de la classe ouvrière.

Le Comité Central du P. C. F. »

Modifiant le tir, le Parti Communiste Français invite également les socialistes à prendre librement la parole au meeting du 7 mars à Paris, qui avait été initialement formaté de manière unilatérale, sectaire. Mais seul une jeune socialiste prendra la parole dans ce meeting de 8 000 personnes.

## **Le refus socialiste de l'unité antifasciste appelée par le Parti Communiste Français**

C'est Léon Blum qui répondit à l'appel du Parti Communiste Français (allant dans le sens de l'Internationale Communiste).

Il le fit par son article « L'unité ouvrière », en tête du *Populaire*, le 7 mars 1933. Il résume la position de l'Internationale Communiste, en disant que celle-ci a réagi à l'appel de l'Internationale Ouvrière Socialiste. Cependant, il ne répond à rien concrètement malgré la longueur de l'article, à part pour faire le reproche que l'Internationale Communiste ne s'adresse pas directement à l'Internationale Ouvrière Socialiste.

Il explique à la fin qu'il va analyser la proposition du Parti Communiste Français. Ce qu'il fait lendemain, le 8 mars, dans un article au même titre, en reprochant au Parti Communiste de s'adresser aux socialistes et non à leur parti. D'où l'accusation comme quoi :

« La communauté de lutte serait obtenue par la désagrégation ou plus exactement par

l'évacuation des organismes socialistes et syndicalistes, devenus des cadres vides. »

Le même jour est publié un message de l'Internationale Ouvrière Socialiste reprochant à l'Internationale Communiste de proposer des discussions de parti à parti dans chaque pays, et non pas au niveau international. Il est craint que ce soit prétexte à des « manœuvres » - il est clair ici que les tendances droitières de cette Internationale ont cherché à relativiser le premier appel.

Reste que la base socialiste a donc été touchée par l'appel de l'Internationale Ouvrière Socialiste et la réponse de l'Internationale Communiste, mais que le Parti Communiste Français s'y est mal pris, permettant à la direction de la SFIO de tergiverser.

Léon Blum est alors, avec un tel arrière-plan, obligé de continuer son article sur L'unité ouvrière dans le *Populaire* du 9 mars 1933. Le ton change alors radicalement, puisque Léon Blum non seulement parle d'unité, mais même d'unification !

Il est évident que le mouvement anti-guerre lancé par l'Internationale Communiste et l'appel à l'unité antifasciste lancé par l'Internationale Ouvrière Socialiste après la prise du pouvoir par les nazis a entièrement changé la situation pour la base socialiste, auparavant fermée aux communistes sous l'influence délétère des dirigeants socialistes et sous l'effet du sectarisme gauchiste du Parti Communiste Français.

« Le sujet qui m'occupe depuis deux jours est sans doute le plus grave et le plus pressant qui puisse se poser devant les militants socialistes. Je ne m'excuse donc pas de le traiter avec quelque insistance.

Nous savons tous qu'il est dans la nécessité des choses que le prolétariat retrouve un jour son unité, nationale et internationale, et il ne peut évidemment recouvrer l'une sans l'autre : comment concevoir, disait un jour notre ami Bracke, que le prolétariat réunifié d'une nation quelconque puisse se rattacher à deux Internationales différentes.

Nous savons qu'en attendant la « réunification » organique, l'intérêt immédiat, ou même le salut immédiat du prolétariat peuvent imposer devant des périls communs, à une communauté de lutte et de résistance. Mais nous savons aussi que cette coordination d'efforts ne saurait résulter que d'un accord loyal entre les partis, lié lui-même à un accord loyal entre les Internationales. »

Mais Léon Blum, bien évidemment, ne propose rien de concret et se revendique bien plus du second message de l'Internationale Ouvrière Socialiste que du premier, expliquant encore qu'il faut attendre, que les choses doivent se décider de manière internationale, etc.

En ce sens, il évacue tout sens de l'urgence antifasciste. Cela est capital parce qu'on comprend aisément qu'il suffira que celle-ci apparaisse concrètement en France même pour que tout bascule. L'unité antifasciste de février 1934 ne tombe pas du ciel, mais part de tout un processus commencé en 1930 avec le mouvement anti-guerre et prolongé par la (lente) prise de conscience antifasciste émergeant en février – mars 1933.

Pour preuve, le 11 mars 1933, Léon Blum prolonge son article sur L'unité ouvrière, disant que la balle est dans le camp de l'Internationale Communiste pour une discussion au niveau international, que c'est dans l'intérêt de l'URSS elle-même sur le plan des relations internationales.

On a déjà tous les ingrédients pour ainsi dire du Front populaire.

## **Mars 1933 : Maurice Thorez devient réellement le dirigeant du Parti Communiste Français**

Jusqu'à présent, Maurice Thorez avait été l'artisan de la rectification au sein du Parti Communiste Français, qui était passé sous la coupe d'une direction secrète de type ultra-gauchiste, le groupe Barbé-Celor.

Avec la question de l'unité antifasciste de mars 1933, il est désormais le porteur d'une ligne. C'est un moment absolument historique sans quoi on ne saurait comprendre l'histoire du Parti Communiste Français.

La raison en est la suivante. Jusqu'en janvier-février 1933, la ligne pour chaque Parti Communiste est fixée par l'Internationale Communiste lors de congrès et par le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste entre les congrès.

Or, l'appel antifasciste de l'Internationale Communiste a bien souligné que c'était désormais à chaque Parti Communiste d'entamer des discussions avec les socialistes, selon les conditions concrètes. Cela laisse une marge politique aux Partis Communistes de chaque pays.

Maurice Thorez, en tant que principale figure du Parti Communiste Français, n'est alors plus seulement le représentant en France de la ligne de l'Internationale Communiste pour la France : il devient également, voire surtout et en tout cas alors de plus en plus ; le « transcripteur » français de la ligne générale de l'Internationale Communiste.

Or, qui est Maurice Thorez ? C'est un jeune ouvrier acquis à un Parti Communiste Français qui s'affirme de manière gauchiste et syndicaliste dans les années 1920, lui-même comprenant que cela ne va pas et œuvrant à rectifier le tir.

En février-mars 1933, Maurice Thorez fait donc avec ce qu'il a. Et ce qu'il a, dans la mesure où il s'est affirmé historiquement ainsi, c'est le maintien de l'unité du Parti Communiste Français, par le refus du sectarisme et de la bureaucratie. Il reprend donc ce positionnement, cette fois pour l'unité avec les socialistes, et cela va toujours plus monter en puissance, jusqu'à une ligne opportuniste de droite.

Dans son article pour *L'Humanité* du 11 mars 1933 – « Unité d'action L'ennemi est dans notre propre pays » – il souligne que les conditions sont différentes selon les pays. Et par conséquent :

« La question qui se pose aux prolétaires de toute tendance est donc bien simple.

Pouvons-nous et voulons-nous nous unir pour résister à la moindre attaque contre nos conditions matérielles d'existence ?

Pouvons-nous et voulons-nous nous unir pour riposter à la moindre tentative de propagande et d'action de caractère fasciste ?

Pouvons-nous et voulons-nous opposer à la concentration des forces de la bourgeoisie

avec ses Tardieu et ses Daladier, avec ses Boncour et ses Weygand la concentration de toutes les forces du prolétariat, luttant à la tête des exploités de toutes conditions ?

Bref, pouvons-nous et voulons-nous nous tenir, pour combattre, résister et vaincre ?

OUI, disent de toutes leurs forces, de tout leur cœur les ouvriers communistes. OUI, pensent et disent avec eux de nombreux ouvriers socialistes.

NON, estime le *Populaire* dans ses articles, embrouillés, avant même la réponse de la C. A. P. à la lettre ouverte que nous avons adressée à la direction du parti socialiste, ainsi qu'à tous les ouvriers socialistes.

Cependant, nous répétons sans nous lasser le front unique est possible tout de suite. Il est possible et il est nécessaire. Il est indispensable. Et notre voix sera entendue.

La crainte de l'action féconde oblige les dirigeants socialistes à rechercher mille prétextes pour tenter de repousser nos propositions et contrecarrer la réalisation du FRONT UNIQUE. Les faits montrent, toutefois, que nous avons des amis, des frères parmi les ouvriers socialistes.

Ensemble, nous parviendrons à nous unir pour la défense de nos revendications et pour l'aide au peuple allemand.

Ensemble, nous parviendrons à combattre et à vaincre la bourgeoisie capitaliste et la réaction fasciste. »

Ce rôle prédominant de Maurice Thorez va d'autant plus être facilité que les événements en Allemagne se précipitent : mars 1933 est marqué par une gigantesque répression menée par les nazis, broyant les socialistes et les communistes allemands.

Profitant de l'impact du mouvement anti-guerre, le Parti Communiste Français utilise alors cet aspect pour pousser à l'unité, avec l'appel du 25 mars 1933 :

« Aux travailleurs socialistes !

A la C.A.P. du Parti socialiste

Pour faire face aux graves événements et aux menaces qui pèsent sur la classe ouvrière, le Parti communiste vous a adressé le 6 mars dernier des propositions pour la réalisation d'une action commune entre les travailleurs socialistes, communistes et inorganisés.

Nous vous avons proposé notamment l'organisation d'une journée de manifestations dans tout le pays. La C. A. P. ne nous a pas répondu.

Or, voici que le Comité National de lutte contre la guerre, organise à la date du 9 avril, une grande démonstration contre le fascisme et la guerre. Il est évident que nous, communistes, nous allons travailler de toutes nos forces au succès de cette démonstration.

Nous vous proposons dès lors d'organiser en commun, ouvriers socialistes et ouvriers

communistes, notre participation à la manifestation du 9 avril, dont l'ampleur et la répercussion peuvent être considérables et aider utilement nos frères d'Allemagne.

Aucun obstacle ne doit s'opposer au rassemblement pour la lutte de tous les travailleurs, ce qui est nous sommes convaincus le sentiment des ouvriers socialistes comme il est celui des ouvriers communistes, et nous insistons vivement pour qu'une réponse précise soit faite à nos propositions.

Le Comité Central du P.C.F. »

Or, il s'agit là d'une approche pragmatique, car il ne s'agit pas de conquérir la base ouvrière socialiste en la convainquant, de réaliser une unité réelle provoquant un entraînement, mais de la conduire comme malgré elle dans le bon sens, en profitant de bons leviers. On doit qualifier cette ligne de pragmatique-machiavélique.

Tendanciellement, cependant, il y a également un mouvement dans le sens de l'unité. C'est ce qui explique que le mois de mars 1933 est marqué par plus d'une cinquantaine de réunions contre la guerre, avec parfois des manifestations, comme à Nice avec 7 000 manifestants et 1500 personnes au meeting, 2 000 personnes au meeting à Hautmont, 1 200 à Metz, 1 500 à La Rochelle, etc.

De manière beaucoup plus intelligente, il y a un congrès antifasciste (devant initialement se tenir à Prague les 16 et 17 avril 1933) par les oppositions syndicales allemande, italienne, polonaise, trois pays ayant un régime fasciste. 60 000 personnes manifestent le 9 avril 1933 à Bagnolet, en banlieue parisienne, en soutien au congrès.

L'appel de la CGTU du 24 avril est également très concret, calibré pour avoir un écho efficace (ce qui témoigne d'ailleurs du maintien du syndicalisme révolutionnaire comme matrice) :

« Il y a trop de produits et des millions d'êtres humains souffrent de la faim et réclament du pain et du travail. Dans les administrations publiques comme dans l'industrie privée, les salaires sont diminués et les conditions de travail aggravées criminellement.

Le fascisme fait rage. Hitler s'est installé au pouvoir par le fer et par le feu. En France, la bourgeoisie, [André] Tardieu en tête, multiplie ses provocations chauvines et réactionnaires.

La guerre impérialiste se prépare fébrilement dans tous les pays. Elle tue déjà en Chine, en Amérique du Sud, aux colonies. Contre la formidable réaction du prolétariat au pouvoir en URSS, le capitalisme croulant dresse ses batteries guerrières et destructrices.

Mais dans tous les pays, les masses laborieuses s'élèvent avec vigueur contre la misère, la réaction, le fascisme et la guerre impérialiste. Le Premier Mai sera une journée de lutte ardente pour les revendications de tous les travailleurs, sans distinction de nationalité.

UNITÉ D'ACTION !

UN SEUL MEETING UNE SEULE DÉMONSTRATION !

C'est le désir de tous les travailleurs. C'est l'appel de la C.G.T.U. auquel la C.G.T. vient

de répondre par une fin de non-recevoir, mais auquel les OUVRIERS CONFEDERES répondront favorablement et avec enthousiasme.

Constituez vos comités d'action et du Premier Mai dans chaque entreprise, dans chaque localité. Élaborez et déposez en commun vos cahiers de revendications. Préparez de vastes protestations collectives, de puissantes démonstrations de rues, préparez la grève.

Contre toute diminution de salaires et pour leur relèvement. Pour des contrats collectifs garantissant les avantages arrachés par les travailleurs.

Pour la semaine de quarante heures sans diminution de salaire.

Contre toute atteinte aux avantages de la loi des assurances sociales, pour son amélioration, pour l'assurance-chômage et l'augmentation immédiate des indemnités. Allocation de l'indemnité aux chômeurs partiels pour chaque journée perdue.

Pour la défense du droit syndical et du droit de manifestation. Contre toutes les méthodes de coercition envers les Syndicats et syndiqués. Pour l'amnistie.

Contre la réaction et le fascisme, pour le soutien des travailleurs d'Allemagne. Contre la guerre impérialiste, pour la défense de l'U.R.S.S.

Le Premier Mai, tous ensemble répondez à l'appel des syndicats unitaires ! Désertez les entreprises ! Manifestez en faveur de vos revendications !

Vive l'unité d'action de tous les travailleurs !

Vive l'unité syndicale dans une C.G.T. unique lutte de classe !

EN AVANT POUR UN PREMIER MAI PUISSANT D'ACTION DIRECTE ! »

Le choix de l'expression « action directe » en dit long sur l'esprit syndicaliste-révolutionnaire prédominant en France ; on la retrouve même en grands caractères pour un appel de la CGTU dans *L'Humanité* du 30 avril 1933 ! De fait, pour les communistes français, le Parti Communiste est en quelque sorte le « Parti » du syndicalisme révolutionnaire.

C'est là un aspect essentiel, car le pendant du gauchisme politique est une ligne droitère économiste de type syndicaliste révolutionnaire, apparaissant très radical en apparence, mais « unitaire » réformiste (et substitutiste) dans les faits.

C'est ce que représente Maurice Thorez, qui débarrasse le Parti Communiste Français d'une bolchevisation mal comprise et d'une approche sectaire, pour faire basculer la ligne vers une ligne de masses syndicaliste révolutionnaire « partidaire ».

Le 2 mai 1933, *L'Humanité* titre ainsi : « A Vincennes, 70 000 prolétaires répondent à l'appel de la CGTU ! ». Au moment clef où il faut faire de la politique, le Parti Communiste Français reste confondu avec la CGTU.



## Le Congrès Européen contre le fascisme et la guerre

Le congrès antifasciste devant se tenir à Prague les 16 et 17 avril 1933, à l'appel des oppositions syndicales allemande, italienne, polonaise, finit par devoir se tenir à Copenhague les 4 et 5 juin, pour finalement se dérouler à Paris.

Dénommé Congrès Européen contre le fascisme et la guerre, il était clairement porté par l'Internationale Communiste, mais de telle manière en fait à laisser la dynamique se former par en bas, formant une nouvelle culture antifasciste.

C'est particulièrement vrai pour le Parti Communiste Français. Coincé dans une ligne ultra-gauchiste jusqu'à Maurice Thorez, il s'est redressé, mais en perdant toujours ses membres. Avec la question antifasciste, l'activisme typiquement français trouve une base assez solide pour développer du contenu sur une base qui ne soit pas syndicaliste étroite, ni une démarche ultra-révolutionnaire.

Il y a ainsi un réel mouvement à la base et d'ailleurs pas seulement chez les ouvriers communistes. On doit parler d'une véritable redéfinition. Cela est d'autant plus vrai que la violence anti-ouvrière s'exprime plus fortement, tant par les gardes mobiles contre les grévistes (et les communistes) qu'avec les commandos des Jeunesses Patriotes.

75 000 personnes manifestent ainsi le 28 mai 1933 au Père-Lachaise pour célébrer la Commune de Paris, et le Congrès Européen contre le fascisme et la guerre accueille 3 277 délégués venus de toute l'Europe à la Salle Pleyel à Paris.

Voici la Résolution contre le fascisme hitlérien :

« Les délégués au congrès antifasciste élèvent une protestation véhémement contre le procès intenté par le gouvernement hitlérien en vue d'aboutir à l'assassinat légal des camarades Torgler, Dimitrov, Popov et Tanef.

Ces chefs ouvriers, connus et aimés du prolétariat du monde entier, on veut les traduire devant le tribunal sanglant des nazis à Leipzig et les mêler à l'incendie du Reichstag aux côtés du provocateur Van der Lubbe.

Il n'est plus personne au monde qui ignore aujourd'hui que le feu a été mis au Reichstag par l'état-major fasciste des Goering et des Hitler.

Le chef de la fraction communiste parlementaire au Reichstag, Torgler, n'a pas plus de responsabilités dans cet acte que les dirigeants du mouvement prolétarien bulgare Dimitrov, Popov et Tanev.

La preuve en a été faite clairement, ouvertement, irréfutablement. La faiblesse du gouvernement fasciste éclate dans la faiblesse même de l'inculpation qui vise nos camarades. Il ne s'agit pas d'autre chose que d'un assassinat préparé de sang-froid.

Le congrès antifasciste européen en appelle à tous les travailleurs, à tous les antifascistes de tous les pays. Qu'ils organisent immédiatement l'action pour sauver la vie des victimes promises au tribunal des bourreaux fascistes.

Que le 18 juin, dans toutes les villes d'Europe, se déroulent d'ardentes démonstrations contre le honteux procès de Leipzig et pour la libération des chefs prolétariens emprisonnés.

Dans toutes les entreprises, dans tous les syndicats, dans toutes les organisations de masse, dans des milliers de meetings et d'assemblées, protestez contre l'assassinat légal, médité par les incendiaires nazis !

Accablez de télégrammes de protestation contre le gouvernement Hitler ! Multipliez les délégations dans les ambassades allemandes au cours de la période qui précédera la honteuse session du tribunal de Leipzig.

A bas la dictature sanglante de Hitler !

A bas le tribunal d'assassins des fascistes !

Luttez pour la libération de Torgler, Dimitrov, Popov et Tanev ! »

Aspect essentiel, 2 000 de ces délégués n'étaient pas communistes, mais sans-parti, social-démocrates, syndicalistes, républicains, chrétiens, anarchistes... *L'Humanité* peut alors constater à la conclusion du congrès que :

« Le Comité européen élu au congrès représente toutes les nuances de l'antifascisme agissant. »

C'était d'autant plus un succès que la direction socialiste française a totalement passé sous silence le Congrès, qui a toutefois obtenu une véritable attention à la base. De fait, le Parti Communiste Français a défini un nouveau terrain en France en mai : l'antifascisme.

Et c'est une révolution culturelle pour lui. C'est aussi toutefois une porte de sortie, puisque dans les faits, il n'a pas été capable de trouver une voie révolutionnaire pour la France, ni même de parvenir au niveau pour être en mesure d'avancer en ce sens.

C'est là un aspect essentiel, sans quoi on ne peut pas comprendre le basculement complet que va connaître le Parti Communiste Français sur le plan des fondements idéologiques, adoptant un drapeau bleu blanc rouge jusque-là honni.

La mobilisation contre la guerre lui a apporté une crédibilité, l'antifascisme lui permet désormais une socialisation. Mais encore faut-il tenir le choc de celle-ci sans dévaluer les principes. Or, le Parti Communiste Français n'a pas un socle idéologique suffisant pour cela.

Et cela se produit alors que le Parti socialiste connaît une terrible crise interne, avec les « néos-socialistes », l'obligeant à formuler une nouvelle proposition idéologique. De cette rencontre entre socialistes et communistes à ce moment-clé va surgir le Front populaire.